



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

A/45/992 ✓
S/22473
10 avril 1991
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLEE GENERALE
Quarante-cinquième session
Point 43 de l'ordre du jour
QUESTION DE CHYPRE

CONSEIL DE SECURITE
Quarante-sixième année

Lettre datée du 9 avril 1991, adressée au Secrétaire
général par le Représentant permanent de la Turquie
auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le texte d'une lettre datée du 8 avril 1991, qui vous est adressée par S. E. M. Osman Ertug, représentant de la République turque de Chypre-Nord (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 43 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) Mustafa AKSIN

ANNEXE

Lettre datée du 8 avril 1991, adressée au Secrétaire général
par M. Osman Ertug

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte de notes contenant des extraits du volume III d'un livre intitulé Cyprus: My Deposition (Chypre : mon témoignage) (voir appendice) dont l'auteur est M. Glafkos Clerides, le grand homme politique chypriote grec - chef du parti politique chypriote grec DISI -, où sont dégagées les causes profondes de la question de Chypre.

La description du cours des événements faite par M. Clerides, qui en fut un témoin direct en tant que participant de la première heure à la campagne menée par les Chypriotes grecs pour unir Chypre à la Grèce, est une confirmation tardive mais révélatrice de plusieurs points fondamentaux que la partie chypriote turque a toujours cherché à faire comprendre : l'objectif ultime que tentait d'atteindre pendant cette période la partie chypriote grecque en détruisant délibérément l'Etat d'association constitutionnelle et en essayant de réduire au silence les Chypriotes turcs par la force des armes était d'annexer l'île à la Grèce (Enosis) et de reléguer les Chypriotes turcs au rang de simple minorité dans une "Chypre grecque".

Ce livre fait également ressortir l'attitude intransigeante qu'a manifestée la partie chypriote grecque tout au long de la première phase des négociations, de 1968 à 1974, ainsi que l'opposition de l'archevêque Makarios à tout accord qui empêcherait l'Enosis de se réaliser. Il importe de noter que cette même attitude prévaut encore aujourd'hui et qu'elle bloque tous les efforts visant à parvenir à un règlement négocié, fondé sur l'égalité de statut et de participation politiques des deux peuples dans un règlement fédéral bizonal conforme à la résolution 649 (1990) du Conseil de sécurité.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son appendice comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 43 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

Le représentant de la République
turque de Chypre-Nord

(Signé) Osman ERTUG

APPENDICE

Notes sur la question de Chypre, et extraits du livre intitulé
"Cyprus: My Deposition" (Chypre : mon témoignage) (vol. III),
de Glafkos Clerides

Statut d'association - égalité politique

La Grèce était parvenue à un accord général avec la Turquie sur une solution du problème de Chypre reposant sur un Etat indépendant, bicommunautaire, unitaire, dans lequel les deux communautés jouiraient d'un statut d'association (comme dans la Constitution de 1960) et où l'Enosis et la partition seraient interdites au moyen de dispositions constitutionnelles et conventionnelles. Makarios, opposé à une telle solution, y faisait obstacle...

"La première force était le Gouvernement militaire grec, qui était parvenu à un accord général avec la Turquie sur une solution du problème de Chypre reposant sur un Etat indépendant, bicommunautaire et unitaire, dans lequel les deux communautés jouiraient d'un statut d'association et où l'Enosis et la partition seraient interdites au moyen de dispositions constitutionnelles et conventionnelles. Makarios, opposé à une telle solution, y faisait obstacle et dut être exclu du Cabinet du Président de la République. L'autre force était constituée de Grivas, ses partisans et certains colonels grecs qui, tout en appuyant le Gouvernement militaire grec, n'en approuvaient pas la politique relative au problème de Chypre et étaient favorables à celle qu'avait formulée Grivas, c'est-à-dire l'autodétermination, l'Enosis, qui n'était pas considérée par Makarios comme une solution possible. (P. 271)

b) Les Chypriotes grecs interprétaient l'expression 'Etat unitaire' comme signifiant le contrôle par la majorité chypriote grecque de tous les organes d'Etat dans lesquels toutes les décisions politiques étaient prises en vue de gouverner l'île. En d'autres termes, l'objectif des Chypriotes grecs était d'établir et de garantir le contrôle politique et économique de l'île par la majorité chypriote grecque.

c) L'objectif des Turcs était de maintenir la communauté chypriote turque en tant qu'entité distincte dotée de droits distincts dans l'Etat indépendant de Chypre (p. 276).

En outre, dans le cas d'une solution fédérale, Chypre ne devait pas être une île chypriote grecque où une minorité turque jouirait de droits réservés aux minorités, mais un Etat fédéral composé de deux cantons, l'un chypriote grec et l'autre chypriote turc, qui auraient des droits égaux dans le cadre de la structure fédérale en ce qui concerne les pouvoirs et attributions de leurs administrations distinctes respectives." (P. 296)

"Déclaration de M. Raul R. Denktash à la session inaugurale des pourparlers intercommunautaires élargis tenue le 8 juin 1972

La région dans laquelle se trouve Chypre est extrêmement névralgique; les liens intimes qui unissent les deux communautés à leurs patries respectives sont trop forts pour que l'on refuse de les admettre; on ne peut pas non plus négliger le fait que tout événement touchant les deux communautés a inévitablement des répercussions à Ankara et Athènes. C'est pourquoi, nous, les deux communautés nationales de Chypre, cofondatrices de l'indépendance et de la souveraineté de Chypre, associées dans l'organisation administrative de l'Etat de Chypre, avons le devoir non seulement envers nos communautés respectives et Chypre dans son ensemble, mais aussi envers la communauté internationale, de maintenir la paix dans cette région névralgique, sachant que, ce faisant, nous aidons nos patries respectives à normaliser leurs relations politiques. On devrait (et l'on peut) faire de Chypre un pont d'amitié et de coopération entre Grecs et Turcs. Nous pouvons jouer un rôle extrêmement important à cette fin.

Nous voulons la paix et la justice à la lumière des droits et du statut politique établis.

Nous avons besoin d'une pleine sécurité pour nos vies et nos biens.

Nous voulons que notre indépendance (dont nous sommes les cofondateurs) soit garantie de manière satisfaisante contre ceux qui pourraient vouloir la détruire dans l'avenir." (P. 188)

"Rapport sur la rencontre entre le Président de la Chambre des représentants, M. Glafkos Clerides, et l'Ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne, M. Török

Répondant à ma question sur ce en quoi consistait la solution du problème de Chypre qui avait rencontré l'agrément de la Grèce et de la Turquie, M. Török a dit qu'il n'avait pas d'autres informations que celles qu'il m'avait données dans le passé et qu'il continuait de croire que l'Accord gréco-turc était fondé sur le principe de la reconnaissance d'une indépendance garantie prévu par les Accords de Zurich, l'association des deux communautés et la reconnaissance d'une administration locale séparée". (P. 141 et 142)

Raisons pour lesquelles il n'a pas été possible de parvenir à une solution

Fait historique irréfutable : c'est l'attitude intransigeante de Makarios sur la question de l'administration locale qui a empêché de parvenir à une solution du problème de Chypre en décembre 1972.

Makarios a persisté dans cette attitude bien que la partie chypriote turque ait accepté les 13 amendements à la Constitution qu'il avait proposés en 1963 et qu'elle ait même été plus loin. Makarios n'a fait aucune concession sur la question de l'administration locale bien que la partie chypriote turque ait :
a) renoncé à sa demande touchant le groupement de villages pour former des zones

/...

chypriote grecque et chypriote turque administrées séparément; b) accepté que la Chambre des représentants promulgue une législation concernant les questions d'administration locale et que les chambres des deux communautés ne promulguent une réglementation que sur la base et dans les limites de la législation promulguée par la Chambre des représentants; c) accepté qu'un contrôle administratif soit exercé par un fonctionnaire au nom du Gouvernement et un accord final avait été conclu au sujet des pouvoirs devant être exercés par les autorités locales.

La décision fatale de Makarios de refuser de m'autoriser à poursuivre la négociation d'un accord selon les termes susmentionnés, décision prise malgré l'avis contraire du Gouvernement grec, du représentant du Secrétaire général, M. Osorio Tafall, et mon propre avis, a eu pour effet d'accroître les tensions entre lui-même et le Gouvernement grec. D'autre part, cette décision a renforcé le sentiment du Gouvernement des Etats-Unis et de certains gouvernements occidentaux, entretenu soigneusement et systématiquement par la Turquie, que Makarios ne souhaitait pas aboutir à une solution négociée du problème de Chypre, mais cherchait à neutraliser la résistance de la communauté turque par des pressions économiques afin de lui imposer la solution de son choix (p. 204 à 206).

La décision prise par Makarios le 12 décembre 1972 de ne pas transiger malgré les concessions faites par la partie turque a scellé son destin et celui de Chypre. Les dés étaient jetés et ce qu'il y avait de plus à craindre s'est produit.

c) Il était possible de faire accepter des amendements visant à accroître l'applicabilité de la Constitution. La partie turque accepterait de renoncer à certains de ses droits constitutionnels prévus dans l'Accord de Zurich si la partie grecque acceptait que les deux communautés soient administrées séparément. Les modifications apportées aux droits des deux communautés devaient permettre de préserver le principe du partenariat des deux communautés et le caractère unitaire de la République.

L'attitude de Makarios empêchait, toutefois, la poursuite d'une solution en fonction des éléments susmentionnés. Malgré les pressions exercées par le Gouvernement grec, allant jusqu'à le menacer de prendre des mesures "draconiennes" à son égard, Makarios a continué à s'opposer à l'autonomie administrative pour chacune des deux populations. Il a en outre insisté sur le fait que les droits d'où émanait le principe du partenariat des deux communautés devraient être abolis.

Position de Makarios au sujet du rattachement de l'île à la Grèce (Enosis)

Dans une lettre datée du 4 mai 1972 adressée à Grivas, Makarios s'exprimait en ces termes :

"Nous nous refusons à accepter une solution qui scellera notre destin national. Le rattachement de l'île à la Grèce (Enosis) est le but ultime et guide nos pas. Il nous sera, toutefois, impossible d'y parvenir si l'on n'écarte pas tout d'abord le risque d'une solution indésirable. Je n'hésiterai pas à modifier la politique suivie en fonction de ce que vous proposez si le Gouvernement grec l'approuvait. On dira peut-être qu'il y a eu désaccord dans certains cas avec le Gouvernement grec touchant la politique à

/...

suivre et la façon de traiter le problème de Chypre. Toute politique proposée peut susciter un désaccord avec le Gouvernement grec, sauf la question du rattachement de l'île à la Grèce (Enosis). S'efforcer de parvenir à cet objectif sans la participation de la Grèce pourrait avoir des conséquences fâcheuses. C'est pourquoi nous devons emboîter le pas à la Grèce (p. 148).

6) Les Chypriotes grecs font partie de la nation grecque. On ne saurait l'oublier ainsi que le fait qu'Athènes est et demeure le coeur de la nation (p. 128).

Je suis retourné à Chypre et j'ai fait rapport à Makarios sur les entretiens que j'avais eus à Athènes. Je lui ai demandé si, vu les assurances données par Papadopoulos, il accepterait que l'article 185 de la Constitution de 1960, qui interdit à la fois l'union intégrale et la partition, soit inclus dans la nouvelle constitution. Assis à son bureau, il a allongé les bras en déclarant : 'Glafkos, voyez-vous, on peut me couper les mains, mais je ne signerai pas à nouveau une constitution qui exclurait le rattachement à la Grèce (Enosis)' (p. 270)."

L'article 185 de la Constitution de 1960 stipule que :

1. Le territoire de la République est un et indivisible.
2. L'union intégrale ou partielle de Chypre avec un autre Etat quelconque est exclue ainsi que l'indépendance séparatiste.

Makarios ne pouvait accepter que l'article 185 soit inclus dans la nouvelle constitution sans que la Grèce et la Turquie aient au préalable refusé d'accepter le rattachement à la Grèce (Enosis) ou la partition (p. 270).

Extraits des réponses de l'archevêque Makarios aux questions posées par le correspondant d'Acropolis, journal d'Athènes :

"Je ne peux dire, en tant que Chypriote, que la manière dont la question de Chypre a évolué jusqu'à présent me satisfasse. Nos aspirations nationales, et celles de tous les Grecs également, ne seront réalisées que lorsque le problème de Chypre aura été résolu par le rattachement à la Grèce. Je ne pense pas, toutefois, que dans l'immédiat les perspectives de solution s'orientent dans cette voie... Je ne serais pas en désaccord avec Grivas s'il était fermement partisan du rattachement et s'il rejetait toute autre solution. Ce n'est pas l'objectif national visé qui suscite mes objections, mais les moyens utilisés qui, à mon sens, rendent l'objectif plus difficile à atteindre..."

À la question de savoir s'il serait prêt à renoncer à jamais au rattachement de Chypre à la Grèce et à organiser un référendum visant à exclure cette solution, l'archevêque Makarios a répondu :

"Le rattachement de Chypre à la Grèce (Enosis), qu'il soit réalisable ou non, demeurera l'aspiration nationale des Chypriotes grecs et un credo auquel il n'est pas possible de renoncer par le biais d'un référendum ou par tout autre moyen."

Plus d'ordre public ni de gouvernement efficace ni d'Etat

"La vérité oblige à dire que le conflit politique interne s'était tellement exacerbé que les adversaires de Makarios, ainsi que leurs enfants, alors même qu'ils ne participaient pas activement à une action illégale contre le Gouvernement, étaient exclus de la fonction publique, de l'enseignement, des organismes semi-publics et de la police. Lorsqu'ils occupaient des postes dans l'un de ces secteurs, leur promotion et leur mutation pâtissaient. En fait, ces gens étaient victimes de discrimination à cause de leurs opinions politiques. La seule possibilité ouverte aux opposants et à leurs enfants était de devenir officiers dans la Garde nationale." (p. 316)

"De même, la Garde nationale était équipée de vieux fusils à culasse mobile datant de la première guerre mondiale. Les batteries antiaériennes étaient tout à fait dépassées et il en était de même pour les armes antichars. Le refus du Gouvernement d'équiper convenablement la Garde nationale était fondé sur le sentiment que celle-ci, plus que les Turcs, constituait un danger imminent pour le Gouvernement, d'autant que les entretiens entre les deux communautés se poursuivant, des progrès étaient réalisés dans la voie d'une solution et qu'il était donc peu probable que les Turcs tentent une invasion pendant la poursuite des négociations." (p. 319)

"M. Sampson a prêté serment en tant que Président le 15 juillet à 15 heures, mais, bien entendu, il n'a pas respecté la disposition constitutionnelle qui voulait qu'après son élection, le Président se présente dans un laps de temps déterminé devant la Chambre des représentants pour s'engager à respecter la Constitution et les lois de l'Etat. Constitutionnellement, M. Sampson n'est donc pas Président de la République de Chypre. Il n'a ni été élu ni assumé ses fonctions conformément à la Constitution, laquelle stipule que le mandat du Président prend effet à compter du moment où il souscrit devant la Chambre l'engagement prescrit." (p. 341)

"Des hommes armés masqués menaçaient les partisans de Makarios, tandis que d'autres menaçaient ceux de Grivas. La police n'était ni soucieuse ni capable de maintenir l'ordre public tel qu'on le conçoit et l'observe dans les sociétés démocratiques civilisées." (p. 274)

"Dans son numéro du 6 février 1973, le Special News Bulletin, organe d'information chypriote turc en langue anglaise, publiait une interview que Rauf Denktash avait accordée la semaine précédente au quotidien turc Bozkurt.

"... C'est peut-être la partie la plus intéressante de la déclaration de M. Vassiliades... Il convient que Makarios, lui aussi, partage la même opinion et propose la même formule. Cela importe, car cela met une fois de plus en lumière le principal acteur et le thème de la tragédie qui se joue depuis 1960.

Question : "M. Vassiliades affirme que l'Etat s'est désintégré et n'existe plus."

Réponse : "C'est vrai que l'Etat s'est désintégré à la suite du coup de 1963. Au lieu d'un Etat constitutionnel composé d'une aile turque et d'une aile grecque, il existe à présent, de facto, des administrations chypriote turque et chypriote grecque.

La formule de rattachement de l'île à la Grèce (Enosis) de M. Vassiliades est la même que celle appliquée par Makarios en 1968 et la situation actuelle en est le résultat. Elles procèdent du même esprit."

Question : "Selon M. Vassiliades, Chypre se retrouve une fois de plus dans la situation qui prévalait avant le 16 août 1960. Etes-vous de cet avis?"

Réponse : "Oui, mais à quelques différences près. La communauté turque qui siège aujourd'hui à la table des négociations a un statut qui lui a été conféré dans les accords internationaux et elle mène depuis neuf ans une lutte de résistance glorieuse. Si, en 1960, les droits et prérogatives de la Turquie sur Chypre étaient inconnus, il n'en va plus de même aujourd'hui. En 1960, ce que la Turquie pouvait faire pour protéger nos droits, nos vies et notre honneur constituait une inconnue interprétée en faveur des Grecs. Aujourd'hui, la valeur réelle de ces éléments est claire. Alors qu'en 1960, le monde jugeait excessifs les droits et pouvoirs que nous réclamions, aujourd'hui, tout le monde a constaté et compris le sort qui nous est échu, même avec ces droits et pouvoirs. En 1960, on était convaincu que les Grecs ne voulaient pas de l'Enosis, tandis qu'à présent, les contorsions de la politique d'Enosis-indépendance des Chypriotes grecs n'ont de secret pour personne." (p. 257 et 258)

Malheureusement, c'est une tare du peuple grec qu'en période de troubles et de violence internes, la haine entre les parties au conflit est si vive qu'elles oublient, ignorent ou perdent de vue tous les dangers extérieurs qui menacent la nation. La colère et la haine obscurcissent les esprits, les rendant tout à fait incapables de logique.

Makarios a continué de proférer ses accusations contre le Gouvernement grec touchant l'intervention grecque à Chypre et ses effets sur l'ordre constitutionnel, l'indépendance de Chypre et la sécurité de la communauté turque." (p. 350)

"La Présidence de la Chambre de la communauté turque, Nicosie, le 9 août 1971

No : 10417

Le maintien de cet équilibre qui a donné à l'Etat de Chypre son caractère chypriote en prévoyant une coopération revêtant la forme d'une association entre les deux communautés ethniques est et a toujours été extrêmement important à nos yeux car, sans cet équilibre, l'Etat de Chypre devient, non pas comme il se doit un Etat chypriote, mais un Etat chypriote grec, laissant la porte grande ouverte à l'Enosis (l'union de Chypre à la Grèce).

/...

... En outre, nous avons le sentiment que si nous ne mettons pas en place un tel système d'équilibre intercommunautaire, nos concessions aboutiront à la création d'une République chypriote grecque et non d'une République chypriote fondée sur une association intercommunautaire, ce qui était là l'unique objectif de nos pourparlers (p. 108 et 109).

Si les Chypriotes grecs tenaient à faire de Chypre un Etat chypriote grec comprenant une minorité chypriote turque protégée, les Turcs tenaient eux à faire échouer une telle tentative et faire valoir la notion d'association qui, à leur avis, avait été créée entre les deux communautés par les Accords de Zurich. Le conflit était donc un conflit de principe pour lequel les deux parties étaient prêtes à se quereller indéfiniment, voire à se battre, s'il le fallait, plutôt que de composer.

Ce même principe est aujourd'hui encore au coeur de la controverse, bien qu'une solution fédérale ait été acceptée - et qu'une fédération ne soit rien d'autre qu'une association constitutionnelle des éléments qui la composent, à savoir les Etats, provinces ou cantons qui forment la fédération (p. 105).

Dans l'ensemble, la note de la Grèce contenait de bons conseils. Ces conseils ne dérogeaient pas au principe d'un Etat unitaire, ils ne renfermaient aucune notion de fédéralisme déguisé, et à mon avis, ils auraient permis de conduire à une solution du problème constitutionnel mais ils n'auraient évidemment pas réduit la communauté turque à l'état de minorité. Toutefois, ils auraient entraîné la modification de toutes les dispositions que Makarios avait déclarées inapplicables en 1963 et pour lesquelles il avait proposé des amendements. Mais les bons conseils prodigués par la 'mère' n'ont pas été suivis. Les dirigeants inexpérimentés de la communauté chypriote grecque ont non seulement rejeté d'emblée les conseils plus avisés de la 'mère' mais l'ont aussi accusée de s'être liguée avec la Turquie dans le dos de sa 'fille' pour la trahir (p. 76).

En revanche, il semble que la partie turque revienne au principe du caractère bicommunautaire de l'Etat de Chypre, établi par les Accords de Zurich mais qu'elle accepte de remanier considérablement la Constitution pour en faire un instrument viable en échange d'une garantie satisfaisante des droits communautaires. Ces droits concernent pour l'essentiel les pouvoirs prévus à l'article 87 de la Constitution adoptée à Zurich et la garantie de l'autonomie dans l'administration locale, qui permettrait la survie et le développement de la communauté turque. Les revendications turques, prises dans leur totalité, sont bien loin des pouvoirs et attributions d'un Etat fédéral.

Ainsi, la politique turque, aujourd'hui favorable à la solution d'un Etat bicommunautaire lors des pourparlers, est proche de la politique grecque préconisant un Etat unitaire avec la participation des deux communautés. Les divergences qui subsistent portent non sur le degré de participation de chaque communauté aux organes de l'Etat - dont il a été admis qu'il devrait être fonction de la population - mais sur la forme que doit revêtir cet Etat. Pour leur part, les Turques souhaitent s'écarter le moins possible du statut

d'association', établi par les Accords de Zurich et insistent sur le fait que les membres de la communauté turque doivent être des partenaires égaux de ceux de la communauté grecque, tout en conservant certaines dispositions de la Constitution de Zurich, qui ne portent pas sur le fond mais qui ont un caractère symbolique (p. 239).

L'objectif de la politique constitutionnelle chypriote grecque lors des pourparlers est de modifier légèrement le plan du Plaza, qui prévoyait une participation limitée des Turcs aux organes de l'Etat indépendant de Chypre, toujours sur une base minoritaire. Cette politique n'a pas abouti non plus parce que la partie turque, quoique plus souple, est demeurée intraitable sur la question de l'octroi d'un statut minoritaire aux Chypriotes turcs (p. 237).

a) Création et évolution du problème constitutionnel

La crise constitutionnelle de 1963 a troublé l'ordre constitutionnel, interrompu la continuité et mis fin au statut d'association des deux communautés, établi par les Accords de Zurich.

Le bouleversement de l'ordre constitutionnel a créé une situation curieuse : d'une part, l'autorité de l'Etat est passée sous le contrôle absolu des Grecs et, alors que le Gouvernement a été reconnu à l'échelon international, à l'échelon national, des enclaves turques ont été créées à l'intérieur du territoire de la République dans lesquelles, au départ, un système d'organisation rudimentaire a été mis en place pour gouverner les Chypriotes turcs, organisation dont la principale caractéristique était la fusion des pouvoirs et attributions militaires et politiques et la prépondérance du pouvoir militaire.

Après la crise de 1967 (crise de Kophinou), ce bouleversement de l'ordre constitutionnel est devenu plus apparent et a commencé à manifester des signes de permanence. Ainsi en décembre 1967, le système rudimentaire d'organisation politico-militaire des Turcs dans les enclaves est devenu un 'gouvernement provisoire' et, dans le même temps, la séparation des pouvoirs politiques et militaires a été proclamée.

Dans les années qui ont suivi, on constate une évolution constante et progressive du Gouvernement turc, avec la séparation de ses pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire. Une administration ainsi qu'une force de police et une armée sont mises sur pied. L'accroissement des ressources financières des Chypriotes turcs, grâce à l'aide économique qu'ils ont reçue de la Turquie, leur ont permis d'assurer le fonctionnement de leur gouvernement sur une base plus permanente, fait qu'ils n'ont pas manqué de souligner en rebaptisant leur 'Gouvernement provisoire chypriote turc' 'Gouvernement chypriote turc'. Il existe donc aujourd'hui à Chypre deux pôles de pouvoir s'appuyant sur une base géographique distincte, à savoir le Gouvernement de la République de Chypre, qui contrôle la plus grande partie du territoire de l'Etat et qui est reconnu par la communauté internationale, et le Gouvernement chypriote turc, qui exerce son contrôle sur une zone très restreinte et qui n'est pas reconnu au plan international mais qui présente déjà presque toutes les caractéristiques d'un petit Etat.

On peut conclure de ce qui précède que la dissolution des enclaves turques doit être notre priorité absolue et notre objectif premier si nous voulons assurer l'unité de l'île (p. 236 et 237).

Les Turcs, acculés par cette situation de crise, ont opté pour une politique d'autoségrégation, et un certain nombre d'entre eux se sont retirés dans plusieurs enclaves dispersés sur tout le territoire de la République où ils ont mis sur pied leur propre organisation sans tenir compte des dispositions de la Constitution. Les Grecs, de leur côté, faisant fi des restrictions constitutionnelles, ont accaparé tout l'appareil d'Etat dont le fonctionnement devait être maintenu pour répondre aux besoins de la société.

Cette crise a traîné en longueur, revêtant la forme d'un affrontement prolongé, marqué par des actes de violence sporadiques d'une gravité et d'une importance diverses. La communication entre les deux communautés était réduite au minimum, ce qui, la rhétorique de crise aidant, a ravivé craintes et soupçons mutuels (p. 220).

'Non' au fédéralisme, et pourquoi?

Enfin, l'idée d'une administration chypriote turque séparée a créé chez les Chypriotes grecs l'impression que le Gouvernement chypriote - c'est-à-dire Makarios - non seulement n'avait-il pas réussi à réduire les droits excessifs accordés à la minorité turque par les Accords de Zurich et de Londres mais avait même été contraint de les accroître. En outre, si une solution fédérale avait été acceptée, Chypre ne serait pas une île chypriote grecque avec une minorité turque jouissant des droits d'une minorité, mais un Etat fédéral, composé de deux cantons, un chypriote grec et un chypriote turc, ayant des droits égaux dans le cadre d'une structure fédérale de ce qui concerne les pouvoirs et fonctions de leurs administrations respectives (p. 296).

M. Kyprianou a déclaré : 'Une fois encore, j'exhorte les Chypriotes grecs à se montrer vigilants mais calmes, afin d'empêcher toute solution qui serait inacceptable sur le plan national. J'entends par cela une fédération, déguisée ou non, un condominium, une double Enosis, le partage ou encore le retour aux Accords de Zurich (p. 367).'

Les Turcs disent 'oui' au fédéralisme

La visite de M. Denktash après la formation du nouveau gouvernement nous a été très utile. Elle nous a permis d'obtenir de lui des informations sur tous les aspects du problème chypriote. Le Gouvernement turc fera tout son possible pour que le problème trouve une solution pacifique et durable dans le cadre d'un Etat indépendant et fédéral. Il n'y a pas de raison que les personnes de bonne volonté aient le moindre doute quant à nos intentions sur ce point (p. 295).

La position turque et la position grecque

b) Pour les Chypriotes grecs 'Etat unitaire' signifiait que la majorité chypriote grecque contrôle tous les organes de l'Etat où sont prises toutes les décisions politiques pour le Gouvernement de l'île. En d'autres termes, leur objectif était d'établir et asseoir le contrôle politique et économique de l'île pour la majorité chypriote grecque.

c) L'objectif turc était de maintenir la communauté chypriote turque en tant qu'entité distincte ayant ses propres droits au sein de l'Etat indépendant de Chypre (p. 276).

La partie turque a clairement fait connaître sa position dès le départ - aussi bien directement à Athènes qu'au cours des entretiens - à savoir qu'une solution n'était possible que si des dispositions constitutionnelles et contractuelles interdisaient en fin de compte l'Enosis et le partage (p. 264).

d) Une fois une solution trouvée, la Turquie insistera pour que des dispositions constitutionnelles aussi bien que des articles de traité réaffirment que l'Enosis et le partage sont exclus (p. 248).

Tout analyste objectif devra admettre que la partie grecque a donné à la partie turque toutes les excuses dont elle avait besoin pour exiger des garanties à toute épreuve contre l'Enosis. Il devra admettre aussi que la Turquie s'est montrée tout à fait disposée à accepter les mêmes garanties contre le partage. Toutefois, le Gouvernement grec et le Gouvernement chypriote ayant l'un et l'autre officiellement accepté un Etat chypriote indépendant et souhaité rendre sa constitution plus viable, leur refus de réaffirmer les dispositions des Accords de Zurich et Londres concernant l'Enosis et le partage et le violent conflit suscité à l'intérieur de la communauté chypriote grecque par l'exigence d'Enosis immédiate ont placé la partie turque en position avantageuse tant à la table de négociation qu'ailleurs, s'agissant notamment de crédibilité internationale (p. 214).

Le Ministre turc des affaires étrangères, M. Gunesh, a fait, après le décès de Grivas, une déclaration concernant la politique de son gouvernement à l'égard du problème de Chypre. Les deux points principaux de sa déclaration étaient d'une part que la question de l'interdiction de l'Enosis n'avait pas été résolue de manière satisfaisante, puisque la cause de l'Enosis n'avait pas été abandonnée même après le décès de Grivas, ce qui montrait clairement qu'il fallait des garanties internes et externes plus efficaces, d'autre part que le degré d'autonomie interne devait être celui d'une fédération (p. 367)."
